



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Seine-Maritime. Agriculture : les solutions d'urgence activées par le gouvernement pour les agriculteurs étranglés par la hausse des prix – Le courrier cauchois
- Prix du carburant : Lecornu demande « d'augmenter les capacités » de la raffinerie de Port-Jérôme-sur-Seine – Paris Normandie
- Port-Jérôme. Carburants : la demande urgente du gouvernement à la raffinerie North Atlantic – Le courrier cauchois
- Prix de l'énergie : Sébastien Lecornu promet des annonces "prochainement" pour "soutenir nos entreprises" - ICI Normandie
- Technip Energies investit dans le projet Dezip de Verso Energy, une usine de carburant de synthèse pour l'aviation (« eSAF ») à Rouen - Normandinamik

EPR2

- Les réacteurs EPR2 financés avec votre épargne : un « hold-up » selon cette association de Dieppe – Les infos dieppoises

Sécurité

- Traversées de migrants dans la Manche : comme à chaque épisode de météo favorable, des dizaines de personnes prennent la mer, six personnes secourues – France 3
- Sécurité. Cambriolages en Normandie : êtes-vous dans un département à risque ? Ce que révèlent les derniers chiffres – Tendances Ouest
- Près de Rouen. Des adolescents interpellés parce qu'ils jetaient des pétards en direction des forces de l'ordre - Tendances Ouest
- Seine-Maritime. Pourquoi le centre bourg de ce village cauchois était-il bouclé à la circulation ? – Le courrier cauchois
- Trois radars de chantier installés sur moins de 20 km de cette route départementale de Seine-Maritime – Le réveil

Faits divers

- Pourquoi l'influenceuse Poupette Kenza et son ex Allan étaient convoqués au tribunal judiciaire de Rouen ? – Paris Normandie

Collectivités locales et équipements publics

- Rives-en-Seine. Ancienne gendarmerie, école Hélène-Boucher... La ville souhaite offrir une nouvelle vie à ces bâtiments – Le courrier cauchois

Pollution

- Seine-Maritime. Le département en alerte pollution à cause des particules fines – Tendances Ouest

Mobilité

- Pont de Normandie : pourquoi la circulation risque encore d'être perturbée jusqu'en juin - 76actu

Municipales 2026

- Élections municipales 2026. Onze recours déposés dans l'Eure et 27 en Seine-Maritime – Paris Normandie
- Municipales 2026. Dans l'agglo d'Elbeuf, des candidats dénoncent une « campagne dégueulasse » - Paris Normandie
- Résultat inédit des municipales à Val-de-Scie : la loi tranche, les internautes contestent – InfoNormandie
- Municipales 2026 : "un cas rare" d'égalité à Val-de-Scie, en Seine-Maritime, que va-t-il se passer ? – Ici Normandie

Seine-Maritime. Agriculture : les solutions d'urgence activées par le gouvernement pour les agriculteurs étrengés par la hausse des prix

Cédric Thomire

~2 minutes

Pris en étau entre la hausse des prix de l'énergie et celle des engrais, le monde agricole fait face à une pression inédite sur ses trésoreries. Dans un contexte international tendu à cause des tensions sur les marchés du gaz, du pétrole et des engrais, le gouvernement annonce une série de mesures destinées à amortir le choc et préserver la viabilité des exploitations.

Plusieurs leviers financiers sont activés :

- Report de cotisations sociales : les exploitants pourront bénéficier de délais de paiement sans frais ni pénalités, sur simple demande.
- Etalement des échéances fiscales : possibilité de négocier un calendrier adapté auprès des services fiscaux départementaux.
- Prêts de court terme exceptionnels via Bpifrance : ces financements doivent soutenir la trésorerie des exploitations les plus exposées à la hausse du carburant.
- Mobilisation du secteur bancaire et des distributeurs : l'Etat appelle à un accord global pour plus de souplesse dans le traitement des dossiers en difficulté et un soutien renforcé aux productions agricoles.

"Face à la hausse brutale des prix de l'énergie, nous devons être au rendez-vous pour soutenir nos agriculteurs. Les mesures annoncées aujourd'hui apportent des réponses concrètes et immédiates à leurs difficultés de trésorerie, tout en préparant l'avenir en renforçant la résilience et la souveraineté de notre agriculture", a déclaré Annie Genevard.

Prix de l'énergie : Sébastien Lecornu promet des annonces "prochainement" pour "soutenir nos entreprises" - ICI

Coline Mollard

4–5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Mardi 24 mars Fête des Catherine

Mardi 24 mars Fête des Catherine

Résultats des élections municipales 2026



Le Premier ministre Sébastien Lecornu promet des annonces "prochainement" pour les entreprises. © Maxppp - MARTIN LELIEVRE

Publié le lundi 23 mars 2026 à 17:05

La France renforce ses capacités à produire de l'énergie, annonce lundi Sébastien Lecornu sur X. Le Premier ministre promet des annonces "prochainement" pour soutenir les différents secteurs mis en difficulté par la flambée du prix de l'énergie depuis le début de la guerre au Moyen-Orient.

Le prix des carburants et de l'énergie continuent de flamber, conséquence de [la guerre au Moyen-Orient](#) et du blocage du détroit d'Ormuz. *"Nous renforçons notre capacité à produire en France"*, affirme ce lundi sur X Sébastien Lecornu, pour faire face à ces hausses. *"Le gouvernement a demandé et permis à la raffinerie de Gravenchon (Seine-Maritime) d'augmenter rapidement ses capacités"*, poursuit le Premier ministre. *"Objectif : protéger nos emplois, soutenir nos entreprises et garantir le bon fonctionnement de l'économie"*, ajoute le chef du gouvernement.

Des mesures "prochainement" pour les secteurs touchés

"Concrètement, cela touche directement des secteurs essentiels : la pêche, le transport, l'agriculture... donc aussi notre quotidien", précise le Premier ministre. Il assure que le gouvernement est "mobilisé" et "travaille avec les acteurs économiques pour organiser la solidarité entre les filières et aider les entreprises les plus fragiles à passer ce cap, notamment en soutenant leur trésorerie".

"Les ministres concernés détailleront prochainement les différentes mesures", annonce Sébastien Lecornu. "Dans un contexte international instable, l'État est pleinement engagé aux côtés des Français", conclut-il. Samedi, Bruxelles a appelé les États européens [à moins remplir leurs stocks de gaz](#) pour l'hiver prochain.

- [Guerre au Moyen-Orient](#)
- [Pénurie des carburants](#)
- [Prix du carburant](#)
- [Sébastien Lecornu](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Sébastien Lecornu est renommé Premier ministre ce vendredi soir, a annoncé l'Élysée dans un communiqué, alors que le chef du gouvernement a mené d'ultimes négociations avec les forces politiques pour arriver à un compromis sur le budget.

Le 11/10/2025 à 05:04

- Le Premier ministre Sébastien Lecornu a remis sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a acceptée, ce lundi. Une démission actée

au lendemain de l'annonce d'une partie de son équipe gouvernementale. Sébastien Lecornu a indiqué ce lundi que les conditions n'étaient plus remplies" pour gouverner.

Le 06/10/2025 à 11:24

- Le Premier ministre Sébastien Lecornu était à Vernon (Eure), vendredi 20 mars 2026, à l'occasion du conseil municipal d'installation de la nouvelle majorité. Celui qui était troisième sur la liste qui l'a emporté, dimanche 15 mars, a été nommé premier adjoint, mais renonce à son indemnité de mandat.

Le 21/03/2026 à 05:46

- L'ancien maire de Vernon, le Premier ministre Sébastien Lecornu, a annoncé ce vendredi 30 janvier 2026 être candidat aux élections municipales les 15 et 22 mars à Vernon (Eure).

Le 30/01/2026 à 21:07

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Port-Jérôme. Carburants : la demande urgente du gouvernement à la raffinerie North Atlantic

Cédric Thomire

~3 minutes

Les raffineries françaises peuvent-elles *"augmenter rapidement et temporairement la production en produits raffinés"* ? Le premier ministre Sébastien Lecornu leur en a fait la demande, lundi 23 mars. Dans une publication sur le réseau social X, Sébastien Lecornu a reconnu que l'augmentation des prix de l'énergie à cause de la crise au Moyen-Orient et des tensions autour du détroit d'Ormuz *"font monter les prix de l'énergie partout dans le monde"*. *"Concrètement, cela touche directement des secteurs essentiels : la pêche, le transport, l'agriculture... donc aussi notre quotidien"*.

Une solution avancée par le gouvernement est l'augmentation de la production de carburants en France *"dans les meilleurs délais"*. *"Le gouvernement a demandé et permis à la raffinerie de Gravenchon (propriété de North Atlantic, N.D.L.R.) d'augmenter rapidement ses capacités"*, a déclaré lundi Sébastien Lecornu.

Un arrêt industriel en cours

[La raffinerie North Atlantic \(ex Esso\)](#), implantée sur la zone industrielle de Port-Jérôme, transforme chaque année [12 millions de tonnes de pétrole brut en carburants, huiles et autres produits](#).

"Cela représente 20 % de la capacité française", qui est de 57 millions de tonnes. Mais [l'arrêt industriel commencé le 3 mars](#) pour la maintenance des installations prive temporairement la raffinerie de 40 % de sa capacité. La durée de cet arrêt devait être de deux à trois mois.

10 % d'augmentation de la capacité

"Avec l'outil technique que l'on a actuellement, (...) on peut aller au maximum jusqu'à 10 % d'augmentation de la capacité", a indiqué

North Atlantic, cité par l'AFP. Soit une augmentation de 12 000 tonnes de kérosène supplémentaires par mois et jusqu'à 15 000 tonnes de gazole supplémentaires par mois, deux produits pétroliers pour lesquelles la France est la plus dépendante des importations.

Selon un expert cité par l'AFP, TotalEnergies, dont la plus importante raffinerie se situe à Gonfreville-l'Orcher, ne pourrait répondre favorablement à la demande, son outil de production étant "*déjà au maximum*" de sa capacité.

Mardi matin sur France Info, Olivier Gantois, président d'Ufip Energies et Mobilités, a indiqué que la production du raffinage français pourrait augmenter de 10 %. Pas de quoi baisser les prix mais peut-être de limiter la hausse. Olivier Gantois s'est voulu rassurant en écartant une possible pénurie de carburants en France, en l'état actuel de la situation.

Prix de l'énergie : Sébastien Lecornu promet des annonces "prochainement" pour "soutenir nos entreprises" - ICI

Coline Mollard

4–5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Mardi 24 mars Fête des Catherine

Mardi 24 mars Fête des Catherine

Résultats des élections municipales 2026



Le Premier ministre Sébastien Lecornu promet des annonces "prochainement" pour les entreprises. © Maxppp - MARTIN LELIEVRE

Publié le lundi 23 mars 2026 à 17:05

La France renforce ses capacités à produire de l'énergie, annonce lundi Sébastien Lecornu sur X. Le Premier ministre promet des annonces "prochainement" pour soutenir les différents secteurs mis en difficulté par la flambée du prix de l'énergie depuis le début de la guerre au Moyen-Orient.

Le prix des carburants et de l'énergie continuent de flamber, conséquence de [la guerre au Moyen-Orient](#) et du blocage du détroit d'Ormuz. *"Nous renforçons notre capacité à produire en France"*, affirme ce lundi sur X Sébastien Lecornu, pour faire face à ces hausses. *"Le gouvernement a demandé et permis à la raffinerie de Gravenchon (Seine-Maritime) d'augmenter rapidement ses capacités"*, poursuit le Premier ministre. *"Objectif : protéger nos emplois, soutenir nos entreprises et garantir le bon fonctionnement de l'économie"*, ajoute le chef du gouvernement.

Des mesures "prochainement" pour les secteurs touchés

"Concrètement, cela touche directement des secteurs essentiels : la pêche, le transport, l'agriculture... donc aussi notre quotidien", précise le Premier ministre. Il assure que le gouvernement est "mobilisé" et "travaille avec les acteurs économiques pour organiser la solidarité entre les filières et aider les entreprises les plus fragiles à passer ce cap, notamment en soutenant leur trésorerie".

"Les ministres concernés détailleront prochainement les différentes mesures", annonce Sébastien Lecornu. "Dans un contexte international instable, l'État est pleinement engagé aux côtés des Français", conclut-il. Samedi, Bruxelles a appelé les États européens [à moins remplir leurs stocks de gaz](#) pour l'hiver prochain.

- [Guerre au Moyen-Orient](#)
- [Pénurie des carburants](#)
- [Prix du carburant](#)
- [Sébastien Lecornu](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Sébastien Lecornu est renommé Premier ministre ce vendredi soir, a annoncé l'Élysée dans un communiqué, alors que le chef du gouvernement a mené d'ultimes négociations avec les forces politiques pour arriver à un compromis sur le budget.

Le 11/10/2025 à 05:04

- Le Premier ministre Sébastien Lecornu a remis sa démission à Emmanuel Macron, qui l'a acceptée, ce lundi. Une démission actée

au lendemain de l'annonce d'une partie de son équipe gouvernementale. Sébastien Lecornu a indiqué ce lundi que les conditions n'étaient plus remplies" pour gouverner.

Le 06/10/2025 à 11:24

- Le Premier ministre Sébastien Lecornu était à Vernon (Eure), vendredi 20 mars 2026, à l'occasion du conseil municipal d'installation de la nouvelle majorité. Celui qui était troisième sur la liste qui l'a emporté, dimanche 15 mars, a été nommé premier adjoint, mais renonce à son indemnité de mandat.

Le 21/03/2026 à 05:46

- L'ancien maire de Vernon, le Premier ministre Sébastien Lecornu, a annoncé ce vendredi 30 janvier 2026 être candidat aux élections municipales les 15 et 22 mars à Vernon (Eure).

Le 30/01/2026 à 21:07

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Technip Energies investit dans le projet Dezir de Verso Energy, une usine de carburant de synthèse pour l'aviation (« eSAF ») à Rouen - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

4–5 minutes

Technip Energies (PARIS : TE) a signé un accord avec Verso Energy en vue d'acquérir une participation minoritaire dans le projet DEZiR, une usine de carburant de synthèse pour l'aviation (« eSAF ») située à Rouen, en France. Cet investissement témoigne du soutien de Technip Energies à ce projet industriel majeur, également lauréat de France 2030 et de l'Innovation Fund européen.

Technip Energies contribuera au projet DEZiR à travers la fourniture de sa solution de captage de carbone Canopy by T.ENTM, une solution reposant sur le système de captage de CO2 Shell CANSOLV, afin de capter du CO2 biogénique provenant d'industries voisines et de permettre l'utilisation de ce CO2 pour la production de eSAF. Rely, la coentreprise de Technip Energies avec John Cockerill dédiée aux solutions Power-to-X, réalise par ailleurs l'ingénierie de base (FEED) du projet.

Verso Energy et Rely partagent une ambition commune de standardisation et de répliquabilité, avec l'objectif de faire de DEZiR un modèle pour le déploiement futur d'usines de eSAF en France et à l'international.

Verso Energy et Rely, ont signé en novembre 2025 le premier contrat FEED pour un projet d'usine de eSAF à Rouen. A sa mise en service à l'horizon 2030, cette usine produira 80 000 tonnes par an de carburant décarboné pour l'aviation, permettant à la France de renforcer sa souveraineté énergétique tout en participant à l'atteinte des objectifs climatiques français et européens.

Par ailleurs, dans le cadre d'un accord de collaboration dédié avec Rely, Verso Energy apporte à l'accord l'ensemble de son portefeuille de développement, composé de sept usines de carburant de synthèse pour l'aviation basées à Rouen, Epinal, Saillat-sur-Vienne et Tartas en France, à Oulu et Tornio en Finlande, et à Jesup (Géorgie) aux États-Unis. Cet accord vise à tirer pleinement parti de la répliquabilité de la première usine, afin de réduire les coûts et d'accélérer la mise sur le marché du eSAF.

Arnaud Pieton, Directeur général de Technip Energies : « Nous sommes heureux de nous engager aux côtés de Verso Energy dans le projet DEZiR. Technip Energies souhaite ainsi soutenir la structuration d'une filière européenne de carburants de synthèse pour décarboner l'aviation. Déjà au stade FEED, DEZiR est l'un des projets de eSAF les plus avancés en Europe. Il illustre aussi notre approche de concevoir des projets standardisés et répliquables, pour en accélérer le déploiement et améliorer la viabilité économique. »

Xavier Caitucoli, Président et cofondateur de Verso Energy : « Nous sommes très fiers de l'entrée de Technip Energies au capital de DEZiR un signal positif de l'une des références mondiales des grands projets industriels. Leur engagement démontre que le projet répond aux plus hauts standards techniques et financiers, et confirme la capacité de Verso à développer et livrer des infrastructures de pointe, dont la première usine française de eSAF d'ici 2030. »

Technip Energies est une entreprise de technologies et d'ingénierie de premier plan. Leader dans le GNL, l'hydrogène, l'éthylène, la chimie durable et la gestion du CO₂, nous contribuons au développement de marchés stratégiques tels que l'énergie, les dérivés énergétiques, la décarbonation et la circularité. Nos segments d'activité complémentaires, Technologie, Produits et Services (TPS) et Livraison de Projet, transforment les innovations en réalité industrielle à grande échelle.

Animés par des valeurs de collaboration et d'excellence dans l'exécution, plus de 18 000 collaborateurs dans 35 pays s'engagent pour allier prospérité et durabilité en faveur d'un monde conçu pour durer.

Technip Energies a généré un chiffre d'affaires de 7,2 milliards d'euros en 2025 et est cotée sur Euronext Paris. La société possède également des American Depositary Receipts négociés

de gré à gré.

Les réacteurs EPR2 financés avec votre épargne : un « hold-up » selon cette association de Dieppe

3–4 minutes

L'association Dieppe collectif antinucléaire a vivement critiqué l'annonce faite par Emmanuel Macron, à savoir, l'utilisation de l'épargne des Français pour les EPR2.

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[Epargne](#)

[EPR](#)



Pour la conception des EPR2, 60 % du montant nécessaire serait financé avec l'épargne des Français, une aberration selon les antinucléaires. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 23 mars 2026 à 16h17

C'est une nouvelle qui ne passe pas aux yeux de **Dieppe collectif antinucléaire**. L'association de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#) très active dans son **combat contre le nucléaire** a rédigé un communiqué de presse jeudi 19 mars 2026, suite au **conseil de politique nucléaire** qui s'est tenu à Penly, le 12 mars, en présence du

président de la République, **Emmanuel Macron**.

Lors de cet événement, le chef de l'État a expliqué que pour financer 60 % du coût des EPR2 de Penly, Gravelines et Le Bugey, c'est l'épargne des Français qui sera utilisée, soit un peu moins de 73 milliards d'euros. Livret A, livret d'épargne populaire, livret de développement durable...

« Monsieur Macron a ordonné un hold-up », dénonce les antinucléaires.

« C'est du colonialisme industriel »

Selon eux, ce sont « au moins 44 milliards de confisqués, alors que cet argent sert à réhabiliter et à construire des logements sociaux confortables, économes en énergie, résilients face au dérèglement climatique et même capables de produire de l'électricité citoyenne ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Alors que le président clamait une nouvelle fois son intérêt pour le nucléaire, le collectif, lui, estime que « c'est du colonialisme industriel ! » et pointe du doigt une consommation d'électricité qui baisse depuis 2011.

C'est pour ça qu'il souhaite absolument une chose, « qu'on stoppe ce projet inutile », lance-t-il.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

L'association critique par ailleurs l'argument du président, à savoir, que la France dispose avec le nucléaire de l'énergie la plus décarbonée et compétitive.

Le collectif, lui, pense qu'il serait préférable de se focaliser plutôt sur les énergies renouvelables que sont le vent, l'eau et le soleil, des énergies « gratuites et non délocalisables ».

Dieppe collectif antinucléaire déplore un manque de sobriété énergétique, qui est, selon lui, indispensable dans le monde dans lequel nous vivons.

Les antinucléaires terminent leur communiqué en s'opposant totalement à l'utilisation de l'argent des Français : « Sacrifier

l'épargne populaire à ce mirage techno-solutionniste, en ces temps de sévères coupes budgétaires, c'est non ! »

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Traversées de migrants dans la Manche : comme à chaque épisode de météo favorable, des dizaines de personnes prennent la mer, six personnes secourues

Écrit par Léo Marron

3-4 minutes

Ce dimanche 22 mars 2026, trois embarcations de migrants ont été signalées dans le détroit du Pas-de-Calais. Six personnes ont été secourues par les autorités.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'était une nouvelle journée mouvementée sur la Côte d'Opale autour de l'actualité liée à la crise migratoire. Comme à chaque épisode de météo favorable, des dizaines de personnes prennent la mer afin de rejoindre l'Angleterre. Ce dimanche 22 mars, les conditions étaient réunies et les secours sont intervenus pour prendre en charge six personnes.

Dès le matin, vers 10 heures, une première embarcation est repérée au large de Dunkerque. Deux bateaux de la marine, la vedette *Oyapock* et le patrouilleur *Cormoran*, sont chargés de localiser le bateau. Une heure plus tard, les secours constatent que l'embarcation se rapproche du littoral, à Petit-Fort-Philippe, pour embarquer d'autres migrants.

C'est un *taxi-boat*, une technique des passeurs pour contourner la loi.. Un rendez-vous est donné à un groupe de migrants à une

localisation précise et ils doivent attendre dans l'eau. Cette fois, certains migrants ne parviennent pas à monter à bord et la panique saisit l'ensemble des candidats à l'exil. Deux personnes, restées à l'eau, sont secourues grâce aux navires de la marine et sont ramenées à Dunkerque en milieu d'après-midi. Malgré ces premières interventions, l'embarcation pourtant surchargée reprend la mer en direction du Royaume-Uni. Le *Cormoran* reste mobilisé pour le suivre à distance et assurer la surveillance.

[Le cormoran • © Marine Traffic](#)

En fin d'après-midi, vers 17 heures, quatre autres migrants sont secourus en pleine mer par le patrouilleur. Ils ont ensuite été transportés au port de Calais dans la soirée, où ils sont pris en charge par les secours.

Au total, trois opérations ont été menées par les moyens de l'État au cours de cette seule journée et six personnes ont été secourues. D'autres migrants ont poursuivi leur route sans accepter l'assistance proposée, comme c'est souvent le cas lors de ces traversées. Au total, 190 personnes sont arrivées au Royaume-Uni à bord de trois embarcations différentes, sur la seule journée du dimanche 22 mars.

Comme chaque année, avec le retour des beaux jours, les tentatives de traversées de la Manche se multiplient et exposent les exilés à un risque de naufrage.

Sécurité. Cambriolages en Normandie : êtes-vous dans un département à risque ? Ce que révèlent les derniers chiffres

Mathilde Rabaud

3–4 minutes

Les risques de cambriolages ne sont pas les mêmes partout en France. Une analyse récente basée sur les données du ministère de l'Intérieur, relayée par [Le Parisien](#), met en lumière une réalité contrastée selon les départements.

Avec des taux allant **de moins de 2 à plus de 10 cambriolages** pour 1 000 habitants, la carte 2024 révèle de fortes inégalités territoriales. Et bonne nouvelle : la Normandie se situe globalement **dans la partie basse du classement**.

Cambriolages : quels sont les départements les plus touchés ?

Sans surprise, les territoires les plus urbanisés concentrent davantage de cambriolages. La Guyane arrive en tête avec 10,5 cambriolages pour 1 000 habitants, malgré une baisse sur un an. Derrière, les Bouches-du-Rhône et l'Isère affichent également des niveaux élevés. Dans ce dernier département, la hausse est même marquée, avec plus de 6 000 faits recensés en 2024.

Ces chiffres s'expliquent notamment par :

- une forte densité de population des grandes agglomérations avec des contrastes socio-économiques marqués
- Les logements vides, notamment en période de vacances, représentent aussi des cibles privilégiées.
- Autre élément important : le niveau de vie. Les communes les plus aisées attirent davantage les cambrioleurs, tout comme certains types de biens, comme les logements en rez-de-chaussée.

- A l'inverse, des territoires comme la Corse-du-Sud ou la Haute-Corse affichent des taux bien plus faibles, grâce à une population dispersée et un tissu local très ancré.
- **A lire aussi.** [Près de Caen. Elle voit de la lumière chez ses voisins partis en vacances : un cambriolage stoppé grâce à son alerte](#)

Où se situe la Normandie face aux cambriolages ?

C'est là que les Normands peuvent souffler.

Dans la région, les niveaux restent modérés, voire faibles : [Manche](#) et [Calvados](#) : entre 2 et 4 cambriolages pour 1 000 habitants ;

[Seine-Maritime](#), [Eure](#), [Orne](#) : entre 4 et 6 pour 1 000 habitants.

Concrètement, la Normandie ne fait pas partie des régions les plus sécurisées de France... mais elle s'en rapproche fortement. Elle se situe dans une zone intermédiaire basse, loin des territoires les plus exposés. Autrement dit : oui, certains endroits sont encore plus sûrs, mais la région reste globalement préservée.

- **A lire aussi.** [Orne. Cambriolages, trafic de stupéfiants... la délinquance plutôt en baisse dans le département](#)

Méthodologie

Les données utilisées proviennent des statistiques officielles du **service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI)**, basé sur les faits enregistrés par la police pour les cambriolages de logements en 2023 et 2024.

L'analyse a été réalisée par un assureur en ligne et relayée par *Le Parisien*. Elle repose sur un indicateur standard : le nombre de cambriolages pour 1 000 habitants, en 2024, et l'évolution sur un an.

Près de Rouen. Des adolescents interpellés parce qu'ils jetaient des pétards en direction des forces de l'ordre

Gilles Anthoine

~2 minutes

Des tensions entre un groupe de jeunes et la police, dimanche 22 mars vers 19h à Grand-Couronne.

Un groupe d'une vingtaine de jeunes était attroupé près du city stade, rue Désiré Granet. Au passage d'une patrouille de police, les insultes ont fusé. Les policiers sont restés sur place pour disperser les jeunes, mais un petit groupe de cinq à six jeunes s'est rapproché et a jeté un pétard allumé en direction des forces de l'ordre.

- **A lire aussi.** [Métropole de Rouen. La police intervient pour mettre fin à plusieurs rodéos urbains](#)

Un pétard fini par exploser sous la voiture de police

La patrouille reprend la route et aperçoit deux jeunes sur des motocross, sans casque. Dans l'impossibilité d'intervenir en toute sécurité, les policiers décident de retourner rue Désiré Granet. Une nouvelle fois, ils tombent sur quelques jeunes dont un lance un nouveau pétard qui finira par exploser sous la voiture des agents. Deux jeunes, qui tentaient de prendre la fuite en direction du centre-ville, ont été arrêtés. Ils sont âgés de 15 et 16 ans. Les deux mineurs ont été remis à leurs parents. Ils seront convoqués ultérieurement devant la justice.

Seine-Maritime. Pourquoi le centre bourg de ce village cauchois était-il bouclé à la circulation ?

Ghislain Annetta et Nicolas Durand

~2 minutes

"Gendarmerie ! Au sol ! Bouge pas, bouge pas !". Ces quelques mots ont résonné dans la nuit, un peu avant 21 heures en plein centre du Mesnil-sous-Jumièges, près de Duclair.

Retranché chez lui

Le secteur était bloqué depuis environ deux heures. Dans un premier temps, les gendarmes de la brigade de Duclair ont été prévenus qu'un homme dépressif était cloîtré chez lui avec des pensées suicidaires. En arrivant, la patrouille a découvert que l'homme, retranché chez lui, était armé. Un dispositif a alors été mis en place.

La crainte d'armes de gros calibre

Le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) de la compagnie de Rouen a été sollicité. En tout, une vingtaine de militaires ont été déployés sur place. Des sapeurs-pompiers se trouvaient en retrait, près de la mairie où le barrage avait été installé. Un poste de commandement a été constitué à la salle des fêtes en présence d'officiers. Les forces de l'ordre craignaient la présence d'armes de gros calibre.

Interpellation en douceur

Finalement, tout s'est bien terminé. L'interpellation s'est déroulée en douceur selon les gendarmes. L'homme a été pris en charge. Une hospitalisation était envisagée. Peu après 21 heures, le dispositif était levé.

Trois radars de chantier installés sur moins de 20 km de cette route départementale de Seine-Maritime

3–4 minutes

Si vous devez emprunter la route départementale D928 entre Rocquemont et la commune de Neufchâtel-en-Bray, mieux vaut faire attention car trois radars flashent dans les deux sens.

Sur le même thème

[Excès de vitesse](#)

[Pays de Bray](#)

[Radars](#)

Article réservé aux abonnés



Trois radars mobiles sont installés actuellement sur une portion de moins de 20 km en Pays de Bray. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 24 mars 2026 à 9h18

Gare aux excès de vitesse sur la **route départementale D928** entre l'échangeur du Moulin d'Ecalles de l'[autoroute A 28](#) et l'entrée de [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**).

Sur une portion de 20 km, trois [radars automatiques](#) y sont installés

et ils flashent dans les deux sens.

Trois radars sur moins de 20 km

Même s'il convient de toujours être prudent au volant de son véhicule, la portion de route située entre la commune de **Rocquemont** et celle de **Neufchâtel-en-Bray** incite encore un peu plus à la vigilance. En effet, trois **radars autonomes** ont pris place sur le bord de la D928 sur une portion d'à peine 20 km.

- Dans le sens **Rouen-Neufchâtel**, le premier est situé à la sortie de Rocquemont en direction de **Saint-Martin-Osmonville**. Ici la limitation de vitesse est de 80 km/h.
- Un peu plus loin, à hauteur du village de Bosc-Mesnil, un deuxième radar a été placé en pleine ligne droite, là aussi dans un secteur où la vitesse est autorisée jusqu'à 80 km/h.
- Enfin, depuis peu, un troisième radar a fait son retour à quelques centaines de mètres de l'entrée de Neufchâtel-en-Bray, juste après l'échangeur du Four rouge. Ici, on ne doit pas dépasser 70 km/h.

Des radars mobiles un peu partout

Ces trois radars de chantier changent régulièrement de place. Ils flashent dans **les deux sens**. Et rappelons qu'ils font régulièrement l'objet de **dégradations** et de **vandalisme**.

Dans cette même zone géographique, plusieurs autres radars automatiques sont régulièrement placés sur le bord des routes, comme à **Fréauville**, près de [Londinières](#), où la vitesse est limitée à 50 km/h, ou encore à **Calengeville** en direction du [Foucarmont](#) sur un axe à 80 km/h.

Dans tous les cas, radar ou pas, il est bien sûr demandé aux conducteurs de respecter les limitations de vitesse et le Code de la route. Et n'oublions pas qu'il y a aussi régulièrement des contrôles réalisés par les services de [gendarmerie](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Pourquoi l'influenceuse Poupette Kenza et son ex Allan étaient convoqués au tribunal judiciaire de Rouen ?

Sylvain Auffret

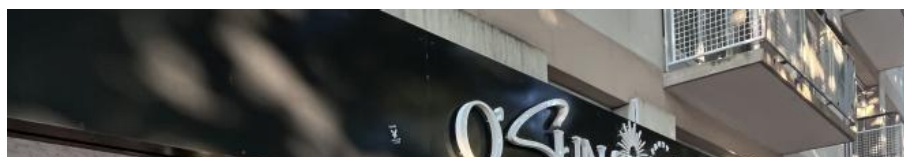
4-5 minutes

INFO PN. L'influenceuse Poupette Kenza et son ex étaient convoqués le 23 mars au tribunal judiciaire de Rouen dans un dossier de travail dissimulé et de pratiques commerciales trompeuses.



Publié: 23 Mars 2026 à 15h26 Temps de lecture: 1 min
Kenza Benchrif, alias l'influenceuse [Poupette Kenza](#), et son ex, Allan Liehrmann, étaient de passage au tribunal judiciaire de Rouen lundi matin pour une comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC). Les deux étaient poursuivis pour travail dissimulé commis à Rouen entre janvier 2019 et 2023, [pratique commerciale trompeuse](#) entre 2022 et début 2023 à Déville-lès-Rouen et emploi d'un étranger sans autorisation de travail au premier semestre 2024.

Des faits qui se sont produits dans l'ancien salon de bronzage du couple, [O'Sun Time](#), placé depuis en liquidation judiciaire début 2025. Outre l'emploi de trois personnes non déclarées, il était reproché à la jeune femme de ne pas avoir déclaré son entreprise quand elle a commencé à exercer comme influenceuse.





les faits s'étaient déroulés dans l'ancien salon de bronzage O'Sun Time - PN

30 000€ d'amende

Dans le cadre de la première phase de la CRPC, selon nos informations, le parquet a proposé une peine que la défense, assurée par Me Kalfon, a accepté : 30 000 euros d'amende ferme et 30 000 euros avec sursis, plus le remboursement des sommes dues à l'Urssaf. Lors de la deuxième phase devant un juge homologateur, ce dernier n'a pas validé l'accord, renvoyant ainsi le duo devant le tribunal correctionnel. *« C'est regrettable parce que ce n'était pas un dossier complexe, il n'y a pas de manœuvre de dissimulation à l'Urssaf, juste un défaut de déclaration due à une inexpérience et à de la négligence »*, a regretté Me Jérémie Kalfon. Le couple pourrait être jugé en juin.

Lire aussi



[Municipales 2026. À Saint-Martin-de-Boscherville, Marie Leroux](#)

[élue maire dans une ambiance délétère](#)



[Café, salle des coffres, rayon jeunesse... À Rouen, la librairie l'Armitière va s'agrandir](#)



[Bataille d'ego, pouvoir et division... Comment Bihorel a basculé à gauche aux municipales 2026](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



Exclusif

[Pourquoi l'influenceuse Poupette Kenza et son ex Allan étaient convoqués au tribunal judiciaire de Rouen ?](#)



[Municipales 2026. À Saint-Martin-de-Boscherville, Marie Leroux élue maire dans une ambiance délétère](#)



[Café, salle des coffres, rayon jeunesse... À Rouen, la librairie l'Armitière va s'agrandir](#)



Video

[Hockey – Ligue Magnus : après un combat épique, les Dragons de Rouen valident leur ticket pour les demies !](#)



[Municipales 2026 à Rouen. Après la victoire de Nicolas Mayer-Rossignol, 4 leçons à tirer du vote](#)



[Bataille d'ego, pouvoir et division... Comment Bihorel a basculé à gauche aux municipales 2026](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Rives-en-Seine. Ancienne gendarmerie, école Hélène-Boucher... La ville souhaite offrir une nouvelle vie à ces bâtiments

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Identifiée comme l'un des quatre pôles d'attraction majeurs de Caux Seine agglomération, Rives-en-Seine occupe une place stratégique dans l'organisation des services à la population. La commune engage une nouvelle étape de valorisation de son patrimoine en lançant un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour trois sites stratégiques du cœur de bourg de Caudebec-en-Caux : l'ancienne gendarmerie, une parcelle aujourd'hui non bâtie située dans la rue Saint-Maur et l'ancienne école Hélène-Boucher. *"C'est à la fois une volonté de notre part de sobriété foncière et de revitalisation. D'une manière générale, la commune souhaite se développer de manière responsable, en pratiquant l'optimisation foncière, sans consommer de nouveaux terrains. Et c'est bien l'objectif de cet AMI : mieux utiliser les bâtiments existants, aujourd'hui sous-exploités ou vieillissants, en leur donnant de nouvelles fonctions,* explique le maire Bastien Coriton. *Cela permettra de recycler une friche, de renforcer les activités au cœur du bourg et de rendre la ville plus attractive, tout en évitant de nouveaux bétonnages ailleurs, alors que des espaces sont déjà disponibles",*

Trois sites à forts potentiels

La transformation de l'ancienne gendarmerie, située en bord de Seine, permettrait de préserver ce témoin de l'architecture de la Reconstruction tout en l'ouvrant davantage sur son environnement. Elle pourrait accueillir un lieu de vie et de services, apaisé, végétalisé et multifonctionnel, juste entre le centre et le fleuve. L'ex gendarmerie est propriété du département, l'AMI est donc un partenariat entre les deux collectivités pour ce cas précis. Rue Saint-Maur, la commune dispose d'une petite parcelle. Elle

constitue une opportunité rare de renouvellement du bâti dans le centre ancien. Le site est principalement envisagé pour un programme de logements. Toutefois, la commune est ouverte à tout autre projet tant qu'il s'intègre harmonieusement dans le tissu urbain existant. Enfin, l'ancienne école Hélène-Boucher, rue de la République, présente un fort potentiel de reconversion, lié à son emplacement et à son architecture. Le bâtiment dispose notamment de belles hauteurs sous plafond, d'une structure robuste et d'une volumétrie flexible, permettant d'envisager plusieurs types de projets.

"Cet AMI va permettre de retenir des projets financés sans recours à des aides publiques. Plusieurs critères seront pris en compte lors de l'étude des propositions, notamment la qualité architecturale et son intégration, la pertinence de l'usage, la capacité technique du porteur de projet, la solidité du montage juridico-financier", ajoute l'édile. Les plans et caractéristiques des sites concernés, les modalités de candidature ainsi que les conditions d'éligibilité sont consultables sur le site internet de la commune. Les propositions devront être transmises d'ici le 20 mai 2026.

Seine-Maritime. Le département en alerte pollution à cause des particules fines

Gilles Anthoine

~2 minutes

En raison des prévisions de dégradation de la qualité de l'air ambiant, indiquant un niveau élevé de PM10 (particules fines), **la préfecture de Seine-Maritime** a déclenché la **procédure d'information-recommandation** pour l'ensemble du département, à compter de ce lundi 23 mars 11h. Cet épisode de **pollution** est imputable à la combinaison de conditions météorologiques favorables à l'accumulation de polluants dans l'atmosphère avec une concentration de particules fines dans l'atmosphère.

Recommandations

- La préfecture recommande d'**éviter l'utilisation d'appareils de combustion** non performants (en particulier cheminées ouvertes et poêles et inserts anciens) ou de groupes électrogènes.
- Sur la route, les automobilistes sont invités à adopter une **conduite souple** et modérer leur vitesse sur le réseau routier à 2x2 voies. Il est conseillé d'**abaisser sa vitesse** de 20km/h, sans toutefois descendre en dessous de 70km/h.
- Il convient également de maintenir les pratiques habituelles de **ventilation** et d'aération (la situation lors d'un épisode de pollution ne justifie pas des mesures de confinement).

A lire aussi. [Guide Michelin. Le chef du Calvados Ivan Vautier garde son étoile pour la 23e année consécutive](#)

Pont de Normandie : pourquoi la circulation risque encore d'être perturbée jusqu'en juin

3—4 minutes

Depuis ce lundi 23 mars 2026, et pendant trois mois, le pont de Normandie qui relie Le Havre à Honfleur, va subir des travaux de maintenance, non sans influencer sur la circulation.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Pont de Normandie](#)

[Travaux](#)



La circulation risque d'être perturbée aux heures de pointe sur le pont de Normandie. (©Archives Delphine Revol)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 23 mars 2026 à 12h37

Que les automobilistes qui doivent traverser le **pont de Normandie** [près du Havre](#) quotidiennement prennent encore leur mal en patience pour rejoindre la rive droite de l'estuaire de la Seine : des travaux de maintenance et de réparation sont entrepris depuis ce lundi 23 mars 2026 pour s'assurer du bon fonctionnement des haubans.

Une seule voie de circulation

En semaine, une seule voie de circulation – celle de gauche – sera permise dans le sens de circulation Honfleur-Le Havre, **du lundi au vendredi**. La double voie sera remise en place pour les week-ends, **du vendredi 14 h jusqu'au lundi 8 h**. Comme à chaque fermeture de voie, des embouteillages sont donc à redouter au péage aux heures de pointe, le matin et le soir.

Ces travaux, qui consistent à vérifier et entretenir les haubans, doivent durer **jusqu'au 12 juin 2026**. Comme chaque année, d'après la CCI Seine Estuaire, gestionnaire du pont, « un quart des haubans de l'ouvrage est vérifié ».

À noter par ailleurs que le **mercredi 8 avril 2026** en journée, pour les besoins du chantier, les deux voies de circulation dans le sens Honfleur – Le Havre seront fermées **de 8 h 30 à 16 h**. La voie de circulation sera donc basculée dans la voie habituelle Le Havre-Honfleur qui passera en double sens de circulation pour l'occasion... Beaucoup de bouchons sont à craindre.

D'autres travaux à prévoir aussi du 30 mars au 3 avril

Des travaux vont aussi impacter la circulation dans le sens inverse, Le Havre-Honfleur. Ces travaux consistent à changer la façade des portiques de signalisation du pont de Normandie. Une déviation de la circulation est prévue deux nuits de suite : du 1er au 2 avril 2026, et du 2 au 3 avril 2026, de 20h à 6h.

La première nuit, l'accès au Viaduc du Grand Canal sera fermé : une déviation sera mise en place, depuis l'échangeur n°5 vers la route industrielle, puis l'écluse François 1er et la Route de l'Estuaire. Pour la deuxième nuit, l'intervention aura lieu au niveau de la sortie du Pont de Normandie côté Honfleur avec un basculement de circulation. La circulation aura lieu en double sens, dans le sens Honfleur-Le Havre. La sortie Honfleur restera accessible.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Élections municipales 2026. Onze recours déposés dans l'Eure et 27 en Seine-Maritime

Patricia LIONNET

6–8 minutes

À l'issue du premier tour des élections municipales du 15 mars 2026, le tribunal administratif de Rouen a été saisi par de nombreuses protestations émanant des électeurs ou des candidats : 11 dans l'Eure et 27 en Seine-Maritime. Quelles sont les communes concernées et comment se déroule la procédure ?



Publié: 23 Mars 2026 à 18h57 Temps de lecture: 2 min

Val-de-Reuil, Merrey ou encore Hauville dans l'Eure. Et Octeville-sur-Mer, Saint-Aubin-sur-Scie ou bien [Étretat](#), Gonfreville-l'Orcher, Épouville ou Notre-Dame-de-Bondeville en Seine-Maritime. Ce sont quelques-uns des exemples des communes (de toutes les tailles) où un recours a été déposé à l'issue du premier tour des élections municipales (le 15 mars 2026) auprès du tribunal administratif de Rouen. Ce dernier confirme, lundi 23 mars, qu'elles sont nombreuses à être concernées. Onze exactement dans l'Eure et 27 en Seine-Maritime. Dans ce département, *Paris Normandie* a été informé de deux de ces recours dans des villes où les écarts de voix sont minimes. C'est le cas à [Isneauville](#) (3700 habitants) et [Harfleur](#) (8300 habitants).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pour la première, la maire sortante Sylvie Laroche (divers droite), élue pour la première fois en 2014, a vu sa liste arriver 2e au soir du 15 mars, 8 voix de moins que la désormais maire Véronique Chabran (divers centre). Celle qui se retrouve aujourd'hui dans l'opposition affirme qu'elle ne « *conteste pas le résultat du vote* »

mais dénonce « *le climat délétère dans lequel s'est déroulée la campagne.* » À coups « *d'insultes et parfois de menaces.* » L'équipe disposerait de preuves.

À Harfleur, [Kévin Crochemore](#), le candidat communiste défait face à [Tony Leprêtre](#) (référént départemental du mouvement classé à l'extrême droite Patriotes élu sur une liste sans étiquette) saisit le juge. Samedi dernier, à l'issue de l'installation du nouveau maire, le postulant malheureux confirmait le recours déposé le vendredi : « *Nous sommes respectueux du résultat, mais nous avons besoin de vérifier le cadre légal du déroulement de l'élection ou le fait qu'en face, le candidat a avancé masqué.* »

Habitants comme candidats déposent un recours

Ces deux candidats battus se basent sur l'article 248 du Code électoral qui prévoit que « tout électeur et tout éligible a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la commune devant [le tribunal administratif](#). » Des habitants comme des candidats ont utilisé dans les communes des deux départements normands cette procédure.

Le recours contre le scrutin municipal appelé « protestation » dans le jargon juridique doit être envoyé à l'instance avant 18 heures le vendredi qui suit le dimanche « où l'élection est acquise. » Et aucune « protestation ne peut être valablement introduite dans l'entre-deux-tours si un second tour est nécessaire. » Le préfet peut également contester [l'élection](#). Et il a quinze jours devant lui.

D'ailleurs, une « première sélection » en quelque sorte se déroule en préfecture avec une vérification des feuilles de proclamation pour vérifier que tout « est en ordre. » La préfecture de Seine-Maritime précise qu'il « *n'y a pas eu de constat d'irrégularité, sinon elle ferait remonter.* » S'il s'agit de montrer du doigt le climat pendant la campagne, des documents de propagande, d'une communication en dehors du cadre légal, c'est bien auprès du juge administratif qu'il faut se tourner.

Prouver l'existence et l'ampleur des faits

Le tribunal précise que la « *décision sera rendue trois mois après la saisine* » pour les plus petites communes. Donc pas avant fin juin. Pour les plus grandes, il faut déjà attendre que la commission contrôle les comptes de campagne. C'est en tout cas au requérant de prouver l'existence et l'ampleur des faits. Ce qui peut être

parfois (trop) compliqué.

C'est ce que pense, dans une certaine mesure, Joséphine Landormi, battue avec 24 voix d'écart, dimanche 22 mars 2026, par le maire sortant de Gainneville, Martial Galopin. Le soir du résultat, elle laissait entendre qu'elle déposerait un recours. Le lendemain, son équipe et elle avaient changé d'avis : « *La démocratie a parlé. Même si nous avons vu des choses pas correctes comme des tags sur les affiches, nous préférons travailler sur le terrain et au conseil municipal. Le recours ne serait pas judicieux.* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Économie. Montée en puissance de Tramar, l'institution havraise du monde du transport](#)



[« Pour moi, il n'y a pas de vainqueur ! » : à Val-de-Scie, l'égalité](#)

[parfaite alimente les discussions](#)



[Municipales 2026. Le Rassemblement National intègre de nombreux conseils dans l'Eure et en Seine-Maritime](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Harfleur \(Seine-Maritime\)](#) [Isneauville \(Seine-Maritime\)](#) [Normandie](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#)

Les communes visées



Par la rédaction

Publié le 23/03/2026 à 17:32 Temps de lecture: 1 min

Voici les communes concernées par un recours (après le 1er tour des municipales uniquement). Au lundi 23 mars 2026, au lendemain du second tour, aucune « protestation » enregistrée.

Dans l'Eure : Mery, Le Perrey, Saint-André-de-l'Eure, Garennes-sur-Eure, Tilly, Les-Thilliers-en-Vexin, Le Landin, Montreuil-l'Argillé, Saint-Pierre-du-Vauvray, Hauville et Val-de-Reuil.

En Seine-Maritime : Saint-Nicolas-de-la-Taille, Rouelles (commune associée), Gerponville, Mentheville, Villy-sur-Yeres, Fontaine-sous-Préaux, Auzebosc, Osmoy-Saint-Valery, Montville,

Grugny, Gonfreville-l'Orcher, Ocqueville, Massy, Pierrecourt, Saint-Martin-de-Boscherville, Les-Hauts-de-Caux, Octeville-sur-Mer, Saint-Aubin-sur-Scie, Cliponville, Épouville, Isneauville, Neuville-Ferrières, Harfleur, Sauqueville, Étretat, Notre-Dame-de-Bondeville et Octeville-sur-Mer.

Source : tribunal administratif de Rouen.

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Municipales 2026. Dans l'agglomération d'Elbeuf, des candidats dénoncent une « campagne dégueulasse »

Frédérique THULLIER

6–8 minutes

Le climat délétère qui a accompagné la campagne des élections municipales a marqué bon nombre de candidats. Ils dénoncent les attaques dont ils ont été victimes. Insultes, harcèlements, piratages...



Arlén Piedeleu, tête de liste LFI, et ses colistiers ont été la cible de multiples attaques. - Paris Normandie



Publié: 23 Mars 2026 à 13h25 Temps de lecture: 1 min

S'opposer sur des projets, dénigrer les orientations, critiquer le programme, sont des pratiques courantes et légitimes dans un contexte électoral. Mais lorsque les attaques concernent la vie privée des candidats, colportent des mensonges fabriqués de

toutes pièces, les semaines et mois qui précèdent le scrutin tournent au cauchemar pour les candidats victimes.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Dans l'agglomération d'Elbeuf, dans la ville centre comme à Caudebec-lès-Elbeuf, Saint-Pierre-lès-Elbeuf ou encore à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, un climat délétère a entaché la campagne. Les réseaux sociaux, omniprésents, ont considérablement accentué le phénomène, lorsqu'ils n'ont pas été eux-mêmes la cible des internautes pirates.

Piratage informatique

« Nos comptes Facebook et Instagram ont été piratés début mars, relate Arlen Richard-Piedeleu, tête de liste LFI à Saint-Aubin. Les contenus ont été supprimés pendant que nous tenions une réunion publique. Nous avons pu identifier des adresses IP et remonter jusqu'à l'auteur. Nous avons déposé plainte. »

Le jeune homme dénonce également une *« vague de harcèlements d'une violence sans nom, des attaques touchant à la vie privée, des insultes homophobes, grossophobes, à l'égard de moi-même ou de mes colistiers, émanant de multicomptes sous pseudo. D'appels anonymes aussi, y compris sur les lieux de travail... »*

Mensonges et diffamations

Concernant le piratage, Arlen Richard-Piedeleu *« ira jusqu'au bout de la procédure »*. Quant aux multiples attaques, les victimes *« se laissent le temps de la réflexion avec les conseils d'un avocat »*. La campagne terminée, le nouveau conseiller municipal estime que *« c'est une page noire de la vie démocratique de Saint-Aubin qui doit très vite se refermer »*.

« C'était une campagne dégueulasse. Une campagne haineuse comme je n'en ai jamais connu. »

Nadia Mezrar, Ex-maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf





Saint-Pierre-lès-Elbeuf. Nadia Mezrar, maire sortante. - Paris Normandie

[Au soir du premier tour, Djoudé Merabet](#), réélu maire d'Elbeuf, a fustigé les représentants de l'extrême gauche. « *Je condamne les mensonges qui ont émaillé la campagne et pavent le chemin de la division*, a-t-il lancé lors de la proclamation des résultats. *Ceux qui dénigrent les Elbeuviens avec le soutien de la députée Alma Dufour récoltent ce qu'ils sèment. Ce soir, c'est la défaite de la candidate Lisa Moreau mais aussi de la députée.* »

Dans [un post du 9 mars](#), sur Facebook, Laurent Bonnaterre, réélu maire de Caudebec-lès-Elbeuf au premier tour, dénonçait également une fin de campagne « *détestable* ». Il annonçait avoir porté plainte pour des propos « *mensongers et diffamatoires* » proférés à son encontre sur les réseaux sociaux.

« Campagne haineuse »

Sur la rive gauche, c'est sans conteste à Saint-Pierre-lès-Elbeuf que, jusqu'au second tour, la malveillance s'est déchaînée. Si le candidat élu, Yannick Gomis, a bien essuyé quelques insultes, il a « *bizarrement échappé aux références à sa couleur de peau, ce qui est rassurant* ». En revanche, la maire sortante, a été, pendant des mois, « *la femme à abattre mais pas abattue* ».

« *C'était une campagne dégueulasse*, assène Nadia Mezrar, ce dimanche matin, alors que les électeurs se rendent aux urnes pour la seconde fois. *Une campagne haineuse comme je n'en ai jamais connu*, précise celle qui s'est engagée dans la vie politique il y a vingt-cinq ans. *Ça a été une campagne pour diviser les Saint-Pierrais. Et comme on ne pouvait pas m'attaquer sur le fond, tout a été fait pour me discréditer personnellement. On m'a attaquée, on a attaqué ma famille, on a tenu des propos mensongers... Oui, une campagne dégueulasse !* »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Municipales 2026. Gérard Soucasse garde la mairie de Saint-Aubin-lès-Elbeuf facilement](#)



[Municipales 2026. À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, Yannick Gomis remporte la mairie avec 58,18 % des suffrages](#)



[Municipales 2026. À Cléon, Mélanie Delacour prend la suite de Frédéric Marche au poste de maire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Agglo d'Elbeuf](#) [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)
[Saint-Pierre-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#) [Caudebec-lès-Elbeuf](#)
[\(Seine-Maritime\)](#) [Saint-Aubin-lès-Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Elbeuf](#)



[Municipales 2026. Dans l'agglo d'Elbeuf, des candidats dénoncent une « campagne dégueulasse »](#)



[Municipales 2026 en Normandie : en Seine-Maritime et dans l'Eure, découvrez tous les résultats](#)





[Municipales 2026. Gérard Soucasse garde la mairie de Saint-Aubin-lès-Elbeuf facilement](#)

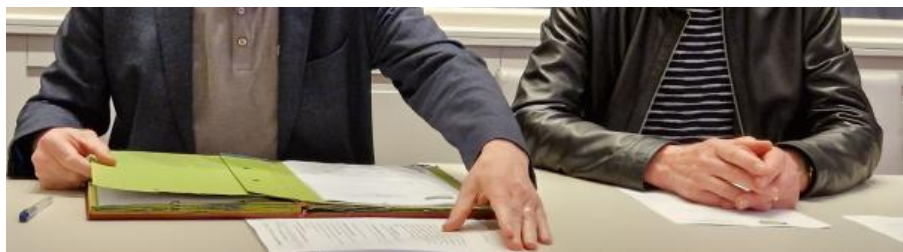


[Municipales 2026. À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, Yannick Gomis remporte la mairie avec 58,18 % des suffrages](#)



[Municipales 2026. À Cléon, Mélanie Delacour prend la suite de Frédéric Marche au poste de maire](#)





[À Freneuse, près d'Elbeuf, le maire Pascal Baron devra faire avec une opposition pour son troisième mandat](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Résultat inédit des municipales à Val-de-Scie : la loi tranche, les internautes contestent

infonormandie

4–5 minutes

SEINE-MARITIME

Lundi 23 Mars 2026 - 10:31

Une égalité rarissime, tranchée par la règle de la moyenne d'âge : à Val-de-Scie, la décision juridique suscite une vague de réactions contrastées chez les internautes et lecteurs d'infoNormandie, entre incompréhension, critiques du système et appels à réformer. Décryptage.



Christian Suronne et Adèle Bourgis totalisent chacun 642 voix soit 47,35% des suffrages exprimés, un cas d'égalité rarissime.

Après l'annonce des résultats — 642 voix pour chacune des deux

listes — et l'attribution de vingt-et-un des vingt-sept sièges à pourvoir en faveur de la liste du maire sortant, Christian Suronne, 79 ans et élu depuis 1977, les commentaires publiés sur la [page Facebook d'InfoNormandie](#) traduisent un mélange de surprise et de contestation. Beaucoup découvrent ou redécouvrent une règle électorale jugée peu connue et difficile à accepter dans ce contexte.

A lire aussi

[Municipales 2026. Avec 642 voix chacun, l'égalité départagée par la règle de l'âge à Val-de-Scie](#)

Une première tendance se dégage nettement : le sentiment d'injustice. Plusieurs de nos lecteurs estiment que la répartition des sièges (21 pour la liste de Christian Suronne, 6 pour celle d'Adèle Bourgis) ne reflète pas fidèlement le vote des électeurs. L'idée qu'un critère comme l'âge moyen puisse départager deux listes à égalité est perçue comme « **discutable** » ou « **peu logique** », certains allant jusqu'à évoquer une règle « **d'un autre temps** ».

Entre critique de la règle et débat sur l'âge en politique

Au-delà du cadre légal, les réactions se cristallisent aussi autour de la question de l'âge. De nombreux commentaires pointent le fait que la liste victorieuse serait plus âgée, certains y voyant un frein au renouvellement politique. L'appel à « **laisser la place aux jeunes** » revient régulièrement, avec, en filigrane, l'idée d'un besoin de dynamisme et de renouvellement dans la gestion locale.

À l'inverse, quelques voix relativisent cette approche, rappelant que l'expérience ne doit pas être disqualifiée au seul critère de l'âge. Mais ces prises de position restent minoritaires dans l'ensemble des réactions observées.

Autre point récurrent : la remise en cause du cadre électoral lui-même. Des internautes suggèrent des alternatives, comme l'organisation d'un nouveau vote entre les deux listes arrivées ex æquo, voire l'instauration de limites d'âge ou de mandats. Certains évoquent même la nécessité d'une réforme plus globale du système pour éviter ce type de situation.

Une décision légale, mais difficilement acceptée

Enfin, une partie des commentaires adopte une posture plus pragmatique, rappelant que la règle appliquée est conforme au Code électoral, même si elle peut surprendre. D'autres soulignent le rôle indirect de la troisième liste, dont le score marginal aurait pesé dans l'équilibre final.

Au total, ces réactions illustrent une tension classique entre légalité et perception démocratique. Si la décision ne souffre d'aucune contestation juridique, elle interroge une partie des citoyens sur la manière dont leur vote est traduit en représentation locale — et relance, au passage, le débat sur les règles du jeu électoral.

A SAVOIR

Val-de-Scie est une commune nouvelle de Seine-Maritime, née le 1er janvier 2019 de la fusion d'Auffay, Cressy et Sévis. Elle compte environ 2 530 habitants.

- [Pissy-Pôville : un feu de sèche-linge dans un manoir, une occupante mise en sécurité](#)
- [Plaisir : un automobiliste interpellé après un refus d'obtempérer, un policier légèrement blessé](#)
- [Pollution de l'air : niveau élevé de particules fines en Seine-Maritime](#)
- [Incendie dans un pavillon de 200 m² à Blangy-sur-Bresle, deux occupants évacués](#)

Municipales 2026 : "un cas rare" d'égalité à Val-de-Scie, en Seine-Maritime, que va-t-il se passer ? - ICI

Aurélié Lagain , Christine Wurtz , Lila Lefebvre

5-7 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Adèle Bourgis (à gauche) a perdu l'élection à l'âge face à la liste de Christian Suronne (à gauche). © Radio France - Lila Lefebvre

Publié le dimanche 22 mars 2026 à 21:49 Mis à jour le lundi 23 mars 2026 à 17:34

Au deuxième tour des élections municipales, deux listes arrivent en tête, à égalité, à Val-de-Scie (Seine-Maritime) ce dimanche. La répartition des sièges s'est faite en fonction de l'âge des candidats. Christian Suronne conserve son fauteuil de maire pour un neuvième mandat.

[Égalité à Val-de-Scie](#) (Seine-Maritime) ce dimanche 22 mars 2026, au second tour des élections municipales. Les deux premiers candidats, Christian Suronne et Adèle Bourgis, ont obtenu chacun 642 voix, la troisième liste seulement 72. Que va-t-il se passer ? Le code électoral précise la suite du second tour des élections municipales lorsqu'un tel cas se présente.

Dans ce cas très complexe, voici ce que nous a communiqué la préfecture de la Seine-Maritime : l'article L. 262 du Code électoral dispose que, en cas d'égalité, la moitié des sièges à pourvoir (arrondis à l'entier supérieur en cas de nombre impair), sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Dans le cas de Val-de-Scie, **14 sièges sur 27 sont ainsi attribués à la liste conduite par Christian Suronne, dont la**

moyenne d'âge est de 57 ans (contre 48 ans pour la liste conduite par Adèle Bourgis). Le Code électoral prévoit que les autres sièges sont répartis entre toutes les listes selon la règle de la plus forte moyenne. Dans le cas de Val-de-Scie, six sièges sur les 13 restants sont ainsi attribués à la liste conduite par Christian Suronne et six sièges sur les 13 restants sont attribués à la liste conduite par Adèle Bourgeois.

Le maire réélu pour un neuvième mandat

La liste conduite par Arnaud Dubois, selon la règle de la plus forte moyenne, n'est pas en mesure d'obtenir un siège. Enfin, le Code électoral prévoit que, en cas d'égalité pour l'attribution du dernier siège – le 27e –, celui-ci est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Dans le cas de Val-de-Scie, les deux listes ayant la même moyenne et le même nombre de suffrages, le dernier siège est attribué au 21e membre de la liste conduite par Christian Suronne, né en 1973, par comparaison avec le 7e de la liste conduite par Adèle Bourgis, né en 1982.

Ainsi, la liste conduite par Christian Suronne détient 21 sièges, contre 6 pour la liste conduite par Adèle Bourgis. Le même raisonnement a conduit à attribuer le dernier siège de conseiller communautaire au 4e de la liste conduite par Christian Suronne, né en 1970, contre le 1er de la liste d'Adèle Bourgis, né en 1988. Ainsi la liste conduite par le maire sortant Christian Suronne occupera la totalité des sièges (4) dévolus à la commune au conseil communautaire.

Christian Suronne, dont la liste est la plus âgée, reste maire. À 78 ans, il commence donc un neuvième mandat, le cinquième en tant que maire.

Résultats des élections municipales 2026



Val-de-Scie (76720) : résultats du tour des élections municipales 2026

Passer la section

Christian SURONNE

21 27 sièges

Adèle BOURGIS

6 27 sièges

Arnaud DUBOIS

Participation

74,17 %

1 370 votants

Abstention

25,83 %

477 non-votants

Exprimés

73,42 % 1 356 votes

Votes blancs

0,66 % 9 votes

Votes nuls

0,36 % 5 votes

- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Scrutin](#)
- [Mairie – Municipalité](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Les listes ont été déposées mardi 17 mars 2026 en préfecture par les candidats toujours en lice pour briguer la mairie. Elles sont

encore 93 à espérer l'emporter à l'issue du scrutin de dimanche 22 mars 2026.

Le 18/03/2026 à 18:41

- Fruit d'une alliance inédite depuis 2008 au premier tour entre les socialistes, les communistes et les écologistes, la liste Fiers de Rouen, emmenée par le maire sortant Nicolas Mayer-Rossignol, a été présentée vendredi 27 février 2026. Elle comporte plus de la moitié de novices en politique.

Le 27/02/2026 à 18:49

- Vous aurez à choisir votre prochain maire lors du scrutin des élections municipales des 15 et 22 mars. Voici la liste des candidats au Havre, plus grande ville de Normandie, qui compte 166.687 habitants.

Le 13/03/2026 à 16:02

- Les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ont officiellement enregistré l'ensemble des listes pour les élections municipales de mars 2026. Au total, 1.754 listes sont en course.

Le 28/02/2026 à 11:09

Autour de chez vous

[Passer la section](#)